

Annexe 70 : L'indifférence des chefs des partis et des ministres reconduits le 8 avril 1994 face au sort de leurs collègues « morts et disparus »

Ignorance feinte, indifférence et cynisme : une sélection de déclarations de personnalités politiques et militaires.

- 70.1 Déclarations de Mathieu Ndirumpatse.....2**
- 1.1 Audition de Mathieu Ndirumpatse, prison de Bamako, TPIR, K7 KT 00-0199, K0129132-133, 15-17 juin 1998.
 - 1.2 Déposition de Mathieu Ndirumpatse, procès Bagosora *et alii*, TPIR, 5 juillet 2005, p. 83.
 - 1.3 Mathieu Ndirumpatse, transcription d'interview, RTLM/Radio Rwanda, 27 avril 1994.
- 70.2 Déclaration de Jean Kambanda, déposition procès Bagosora *et alii*, TPIR, 11 juillet 2006, p. 30.....3**
- 70.3 Compte-rendu de la réunion avec les Partis politiques du 8 avril 1994 pour la mise en place du Gouvernement intérimaire (notes prises par le colonel C. Kayumba). Voir annexe 65.....4**
- 3.1 Théodore Sindikubwabo, président du CND
 - 3.2 Général Augustin Ndirumpatse
 - 3.3 Général Roméo Dallaire (réactions du FPR) (22h00)

70.1 Déclarations de Mathieu Ngirumpatse

Au-delà des interrogations que la disparition de personnalités politiques suscitait quant à leur propre sort, les politiciens reconduits ou promus ne s'apitoyèrent guère sur le sort de leurs collègues « absents ». Rien de surprenant de la part du MRND dont l'équipe dirigeante ressortait confortée par son association sans réserve au putsch de Théoneste Bagosora. Ce dernier leur offrait ce à quoi tous ses membres aspirait depuis des mois : mettre un point final au fonctionnement du gouvernement d'Agathe Uwilingiyimana. D'où la réaction de Mathieu Ngirumpatse, qui déclare qu'il n'en a rien su le 7 avril.

« Q. : Est-ce que le Premier ministre qui a été éliminé, Madame Agathe, est-ce qu'elle a pris contact avec vous ?

R. : Qui, Agathe ?

Q. : Oui.

R. : Non.

Q. : Pendant tout ce temps...

R. : Non.

Q. : ...jusqu'à sa mort ?

R. : Non, je ne sais même pas quand elle est morte. On m'a dit après qu'elle était morte, mais je ne le sais pas. Elle n'a pas pris contact avec moi. Aucun ! » (cf. *supra* référence 1.1)

Il persiste, affirmant, malgré l'évidence, qu'il n'en savait toujours pas plus, lors de sa deuxième réunion avec Théoneste Bagosora le 8 au matin :

« Q. : Vous aviez appris le décès du Premier ministre par quel moyen ?

R. : Je ne me rappelle pas si c'est un communiqué de Radio Rwanda ou un autre média, mais on a appris... Le 8, tout le monde était au courant, quand même, qu'elle était décédée.

Q. : Est-ce que vous aviez des informations particulières concernant les conditions de sa mort ?

R. : Non.

Q. : Est-ce que vous saviez qu'elle était morte de mort naturelle ou qu'elle avait été assassinée ?

R. : Non, les médias ont dit qu'elle était morte seulement, on n'a pas dit "assassinée", je n'ai pas entendu ce terme. » (cf. *supra* référence 1.2)

Constatons tout au moins que lui-même a prononcé ce terme dans une intervention radiodiffusée du 27 avril 1994, au cours de laquelle il a ouvertement présenté l'assassinat comme une réponse de militaires loyalistes face à une présumée tentative de coup d'État de la Première ministre :

« Le Premier ministre madame Agathe Uwilingiyimana, qui a été assassiné, avait élaboré un plan pour renverser le président Habyarimana. Deux jours avant que l'avion à bord duquel se trouvait le président ne soit abattu par l'ennemi, le Premier ministre, madame Agathe Uwilingiyimana avait convoqué certains officiers supérieurs à qui elle avait confié son intention de renverser le président Habyarimana, et elle parlait sérieusement quand elle leur a tenu ces propos. » (cf. *supra* référence 1.3)

70.2 Déclaration de Jean Kambanda

Rien de surprenant non plus dans la réaction du MDR, dont les dirigeants « *Power* » avaient déjà anticipé la rupture avec ces personnalités haïes. Pour Froduald Karamira, selon Jean Kambanda, l'indifférence est totale :

« Q. : Quand vous discutez avec monsieur Froduald Karamira et quand vous [apprenez] que votre parti vous a désigné comme Premier ministre, quelle est votre réaction et qu'est-ce qui se passe après ?

R. : Ma première réaction a été : "Mais il y a un Premier ministre en place", parce que je n'étais pas encore au courant que madame Agathe Uwilingiyimana avait été assassinée. Il m'a dit qu'elle avait été assassinée, qu'elle n'était plus. Je n'ai pas insisté, je suis parti dans son véhicule avec lui à l'École supérieure militaire, où, finalement, j'ai appris que j'avais été désigné pour être Premier ministre. » (cf. *supra* référence 70.2)

Une élimination sans surprise, s'inscrivant dans une certaine logique. Tout comme il apparaît normal à Jean Kambanda d'être installé dans ses fonctions par des militaires putschistes.

70.3 Compte-rendu de la réunion avec les partis politiques du 8 avril 1994

La réaction des dirigeants des partis politiques, comme le PSD, qui avaient perdu des ministres, est tout aussi dénuée d'ambiguïté. Certes, ils ont posé des questions qui leur ont valu une réponse particulièrement lapidaire de la part des ministres reconduits (« Ou bien ils sont morts ou bien ils ont disparu. »). Mais ils se sont contentés de cette réponse pour accepter leur nomination inopinée, alors que, au même moment, d'autres cadres et militants continuaient à être massacrés.

On peut penser que Théodore Sindikubwabo était troublé lorsqu'il proposa au début de son intervention devant les nouveaux membres du Gouvernement intérimaire, un temps de recueillement et réclama que soient citées les autorités manquantes :

« Président du CND

À propos des documents :

– “Citez toutes les autorités qui sont mortes !”

– “Disparues !” » (*cf. supra* référence 3.1)

On relèvera encore, dans le même compte rendu de réunion, l'épithète strictement fonctionnelle du général Ndindiliyimana :

« Morts + 1^{er} M. ++ ministre Minagri ++ Ndasingwa - Manquants Kavaruganda + Rucogoza...etc.)

Ntabapfira gushira !! Abaliho bagomba gukora [“Les gens ne peuvent mourir tous, les survivants doivent travailler”]. » (*cf. supra* référence 3.2)

Mais on ne peut douter que la rédaction des attendus du « protocole d'entente entre les partis¹ » ait pas été mûrement pesée. La formule : « Considérant la mort inopinée de son Excellence Madame le Premier ministre et de certains membres de son gouvernement » donne la mesure du cynisme et de l'indifférence des nouveaux élus à l'égard des victimes, alors qu'ils savaient parfaitement, le 8 avril, que c'était le colonel Bagosora qui avait ordonné ces assassinats et que la question des sanctions à l'encontre des Gardes présidentiels en charge de leur exécution était soigneusement laissée de côté :

De même, juste après l'installation du Gouvernement intérimaire, lors de la clôture de la réunion en présence des responsables de la Minuar, les propos restent de convenance. Roméo Dallaire mentionne ces « éléments de la classe politique » en faisant état d'une interrogation du FPR :

« Le 08/4/94 à 22h00

7. On n'a pas vu les personnalités enlevées (mortes ou pas)

Le Comité ne parle pas de la destination des éléments de la classe politique². » (*cf. supra* référence 3.3)

Et s'attire une réponse du président du Comité de crise pour le moins dilatoire et conditionnelle :

¹ Texte rédigé sur la base d'une proposition d'Édouard Karemera, puis validé par l'ensemble des représentants des partis (*voir annexe 69*).

² De ce que sont devenus les « enlevés ».

« 4. Communiqué sur la GP : Il faut d'abord des enquêtes, il faut être transparent mais juste. Les coupables seront dénoncés et des mesures seront prises comme la consignation d'armes. Si cessez-le-feu. »

Avant de conclure sur une déclaration de bonne volonté, qui resta sans suite :

« 8. Personnes tuées et disparues : “On s’y est mis, demain le travail sera avancé.” » (*cf. supra* référence 3.2)